

En Alternance:

Seconde Générale et Technologique

BAC Techno ST2S

Sciences et Technologies de la Santé et du Social

BAC PRO Services Aux Personnes et Aux Territoires

Préformation Passeport vers les Etudes Supérieures

TITRE Secrétaire Assistant Médico-Social



**Formation par alternance
À BRIOUX-SUR-BOUTONNE**

En Apprentissage

BAC PRO Services Aux Personnes et Aux Territoires

BAC PRO Optique Lunetterie

BTS Opticien Lunetier

LICENCE PRO Optique (partenariat Université La Rochelle)

TITRE Secrétaire Assistant Médico-Social

Convention de stage de formation en milieu professionnel dans le cadre de la formation : « Seconde Générale et Technologique »

ENCADREMENT DU STAGIAIRE PAR L'ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

NOM du formateur référent : PINCON Adeline / HUGOO Matthieu

Fonction (ou discipline) : CO-RESPONSABLES DE FORMATION

Téléphone : 05 49 07 36 40

Mail : adeline.pincon@mfr.asso.fr / matthieu.hugoo@mfr.asso.fr

L'ENTREPRISE OU L'ORGANISME D'ACCUEIL

NOM de la structure :

Représenté par (*prénom, nom et qualité du signataire de la convention*) :

Adresse :

Mail :

Téléphone :

Lieu de stage (si différent de l'adresse de l'organisme) :

ENCADREMENT DU STAGIAIRE PAR L'ENTREPRISE OU L'ORGANISME D'ACCUEIL

NOM du tuteur de stage :

Prénom :

Fonction (ou discipline) :

Téléphone :

Mail :

L'ELEVE

NOM :

Prénom :

Né(e) le :

Sexe : F M

Age (lors de la période de formation en milieu professionnel) :

En classe de : **SECONDE GT**

Adresse :

Téléphone :

Mail :

SI L'ÉLÈVE EST MINEUR : REPRESENTÉ PAR SON RESPONSABLE LEGAL

NOM :

Prénom :

Adresse :

Téléphone :

Mail :

Attention, si le stagiaire est mineur et dans la mesure où il doit effectuer des travaux réglementés, des dispositions particulières annexées à la présente convention doivent être complétées et signées par les parties



MFR CFA DE BRIOUX
47, Avenue de Poitiers 79170 BRIOUX-SUR-BOUTONNE
05 49 07 36 40 - mfr.brioux@mfr.asso.fr
Siret 337 694 897 00014 / APE 8532 Z / N° de formation continue : 54790026579
Etablissement privé sous contrat avec le Ministère de l'Agriculture



La période de formation en milieu professionnel

(Cocher les semaines de stage dans votre établissement)

- | | | |
|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Du 12/09/2022 au 16/09/2022 | <input type="checkbox"/> Du 02/01/2023 au 06/01/2023 | <input type="checkbox"/> Du 09/05/2023 au 12/05/2023 |
| <input type="checkbox"/> Du 19/09/2022 au 23/09/2022 | <input type="checkbox"/> Du 09/01/2023 au 13/01/2023 | <input type="checkbox"/> Du 22/05/2023 au 26/05/2023 |
| <input type="checkbox"/> Du 10/10/2022 au 14/10/2022 | <input type="checkbox"/> Du 30/01/2023 au 03/02/2023 | <input type="checkbox"/> Du 05/06/2023 au 09/06/2023 |
| <input type="checkbox"/> Du 17/10/2022 au 21/10/2022 | <input type="checkbox"/> Du 06/03/2023 au 10/03/2023 | <input type="checkbox"/> Du 19/06/2023 au 23/06/2023 |
| <input type="checkbox"/> Du 14/11/2022 au 18/11/2022 | <input type="checkbox"/> Du 27/03/2023 au 31/03/2023 | |
| <input type="checkbox"/> Du 21/11/2022 au 25/11/2022 | <input type="checkbox"/> Du 03/04/2023 au 07/04/2023 | |
| <input type="checkbox"/> Du 05/12/2022 au 09/12/2022 | <input type="checkbox"/> Du 02/05/2023 au 05/05/2023 | |

Représentant une **durée totale de** **semaines**, correspondant à **jours** de présence effective dans l'organisme d'accueil.

Répartition si présence discontinue : **32 heures par semaine. Présence de 32h dont 4 h dédiées à la collecte d'informations et travaux scolaires** (Chaque période, égale à 7 heures de présence consécutive ou non, équivaut à jour. Chaque période, au moins égale à 22 jours de présence, consécutifs ou non équivaut à 1 mois).

Caisse de Mutualité Sociale Agricole ou caisse de sécurité sociale dont relève l'établissement à contacter en cas d'accident du travail : MSA-Sèvres et Vienne

CONVENTION RELATIVE AUX PÉRIODES DE FORMATION EN MILIEU PROFESSIONNEL DES ELEVES PRÉVUES AUX ARTICLES R. 715-1 ET R. 715-1-5 DU CODE RURAL ET DE LA PECHE MARITIME

Vu la délibération du Conseil d'Administration de la MFR de Brioux Sur Boutonne définissant les modalités de suivi de l'élève en période de formation en milieu professionnel.

Il est convenu ce qui suit :

TITRE Ier DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er} : objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise en œuvre, au bénéfice de l'élève, d'une période de formation en milieu professionnel rendue obligatoire par le référentiel officiel du diplôme qu'il prépare dans le cadre de la formation initiale sous statut scolaire, à laquelle il est inscrit. Seuls, les élèves âgés de 14 ans au moins peuvent effectuer la période de formation en milieu professionnel qui fait l'objet de la présente convention. Cette période particulière de formation est prévue dans le cadre d'un diplôme professionnel ou technologique ou conduite dans le cadre de l'enseignement mentionné par l'article L. 813-9 du code rural et de la pêche maritime. Elle est organisée dans les conditions fixées par les textes définissant la formation suivie.

Finalité de la convention

La finalité de la formation en milieu professionnel est pédagogique. L'élève est associé aux activités de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil concourant directement à l'action pédagogique. En aucun cas, sa participation à ces activités ne doit porter préjudice à la situation de l'emploi dans l'entreprise ou dans l'organisme d'accueil.

Encadrement et suivi du jeune

Durant la période de formation en milieu professionnel, un tuteur, désigné à cet effet par le responsable de l'organisme d'accueil ou de l'entreprise, lorsque celui-ci ne l'est pas lui-même, est chargé de l'accueil et de l'accompagnement du jeune. Le tuteur est garant des stipulations pédagogiques prévues au titre II de la présente convention. L'enseignant référent désigné à cet effet par le chef d'établissement d'enseignement est responsable du suivi pédagogique du jeune durant cette période. Toute difficulté survenue dans la réalisation et le déroulement de la période doit être portée à la connaissance de l'enseignant référent et de l'établissement d'enseignement. Un livret de suivi est établi pour chaque élève. Il permet d'assurer la liaison entre l'établissement de formation et l'organisme d'accueil du stagiaire.

Registre unique du personnel

Les informations suivantes concernant le stagiaire sont consignées dans le registre unique du personnel ou à défaut, dans le support en tenant lieu : nom et prénom du stagiaire, date(s) de début et de fin de la période de formation en milieu professionnel, nom et prénom du tuteur et lieu(x) de présence du stagiaire.

Article 2 : dispositions de la convention

La convention comprend des dispositions générales et des dispositions particulières constituées par l'annexe qui doit être complétée et signée autant que de besoin. L'annexe 1 définit les objectifs et les modalités pédagogiques de la période de formation en milieu professionnel ainsi que les modalités de suivi par l'enseignant référent et le tuteur.

Article 3 : statut et obligations de l'élève

Le stagiaire demeure, pendant toute la durée de la période de formation en milieu professionnel, sous statut scolaire et reste, à ce titre, sous l'autorité du chef de son établissement d'enseignement. Le chef d'établissement d'enseignement veille, en mettant en œuvre les diligences normales, à ce que les conditions de déroulement du stage soient de nature à préserver la santé et la sécurité de l'élève et à lui garantir une formation pratique correspondant à l'enseignement reçu. Du fait de ce statut scolaire, le stagiaire ne peut prétendre à aucune rémunération de la part de l'organisme d'accueil. Une gratification lui est versée dans les conditions rappelées dans l'annexe 3 à la présente convention conformément à l'article 4. L'élève est soumis aux règles générales en vigueur au sein de l'organisme d'accueil, prévues le cas échéant au règlement intérieur, notamment en matière de sécurité, d'horaires et de discipline, sous réserve des dispositions de l'article 6 de la présente convention. L'élève peut être autorisé à s'absenter dans les conditions prévues à l'article 7. Les sanctions disciplinaires ne peuvent être décidées que par son établissement d'enseignement, sur le rapport du responsable de l'organisme d'accueil. L'élève est tenu à un devoir de discrétion professionnelle. Le jeune s'engage à ne faire figurer dans son rapport de stage aucun renseignement confidentiel concernant l'organisme d'accueil.

Article 4 : gratification

En référence au décret n° 2014-1420 du 27 novembre 2014, désormais codifiées dans le code rural à l'article D813-55-1 « **Les périodes de formation en milieu professionnel, réalisées dans le cadre des formations du second cycle secondaire mentionnées au livre VIII et qui sont dispensées par les établissements d'enseignement mentionnés à l'article L. 813-9, donnent lieu à gratification lorsque leur durée est supérieure à trois mois, consécutifs ou non, au cours de la même année d'enseignement.** ». En dessous d'une durée de stage de trois mois (soit de moins de 66 jours en continu ou discontinu à partir de la 463ème heure de stage), le stagiaire ne peut prétendre à aucune gratification. Sauf en cas de règles particulières dans certaines collectivités d'outre-mer françaises, le montant horaire de la gratification est fixé à 15% du plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'article L.241- 3 du code de la sécurité sociale. Une convention de branche ou un accord professionnel peut définir un montant supérieur à ce taux. L'annexe 2 précise, le cas échéant, le montant de la gratification qui sera versée. Elle doit être complétée et signée par les parties. La gratification est due pour chaque heure de présence à compter du premier jour du premier mois effectué dans un même organisme d'accueil.

Article 5 : restauration et frais de transport ; prestations sociales et culturelles de l'organisme d'accueil

Le stagiaire a accès, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil, aux activités sociales et culturelles de cet organisme, au restaurant d'entreprise et aux titres-restaurants, à la prise en charge des frais de transport.

Article 6 : durée et horaires du travail

Durée du travail - A titre de rappel, les jeunes de moins de 18 ans ne peuvent pas être employés à un travail excédant 8 heures par jour, ni 35 heures par semaine, y compris les travaux de nature scolaire. Pour les jeunes de moins de 15 ans, la durée hebdomadaire ne peut pas excéder 32 heures, y compris les travaux de nature scolaire. Pour chaque période de 24 heures, une période minimale de repos quotidien doit être fixée à 14 heures consécutives pour les jeunes de moins de 16 ans et à 12 heures consécutives pour les élèves de 16 à 18 ans. Au-delà de 4 heures et demie de travail quotidien, les mineurs doivent bénéficier d'une pause d'au moins 30 minutes. La durée de présence hebdomadaire du stagiaire dans l'organisme d'accueil sera de 35 heures. Repos hebdomadaire - Les dérogations au repos dominical, prévues par l'article L. 741-1 et par les articles R. 714-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime, ne s'appliquent pas aux jeunes de moins de 16 ans qui doivent bénéficier de deux jours consécutifs de repos hebdomadaire comprenant obligatoirement le dimanche. En revanche les dérogations de droit au repos dominical s'appliquent aux jeunes de 16 à 18 ans, dans les mêmes conditions que les adultes, à la différence près qu'ils bénéficient obligatoirement de deux jours consécutifs de repos chaque semaine. Horaires journaliers Les horaires journaliers ne peuvent prévoir la présence sur le lieu de stage entre 22 heures et 6 heures pour les élèves mineurs de plus de 16 ans et de moins de 18 ans et entre 20 heures et 6 heures pour ceux de moins de 16 ans. Dans les activités du secteur hippique liées à la monte et à la mène en course, le mineur peut être autorisé à travailler sur la période de 22 heures à 24 heures, au maximum deux fois par semaine et 30 nuits par an, sur dérogation à l'interdiction du travail de nuit, accordée par l'inspecteur du travail pour une durée maximale d'une année renouvelable, en application des articles R. 3163-1 à R. 3163-5 du code du travail. Si le stagiaire doit être présent dans l'organisme d'accueil, la nuit, dimanche ou un jour férié, suite à une demande, dans ce cas, le stagiaire bénéficiera d'un repos compensateur d'une durée 12 heures.

Article 7 : types d'absences et de congés autorisés par le tuteur

- 1 Absence dans le cadre d'obligations attestées par l'établissement d'enseignement, notamment sur présentation de la convocation de l'établissement au tuteur ;
- 2 Absence pour convenance personnelle, avec nécessaire autorisation du tuteur ;
- 3 En cas de maladie, accident, grossesse, paternité, adoption, sur justificatif adressé à l'entreprise ou organisme d'accueil : certificat médical dans les 3 premiers cas, justificatif dans les 2 autres, à fournir au tuteur dans les 48 heures.

Le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celles prévues pour les salariés aux articles L.1225-16 à L.1225-28, L.1225-35, L.1225-37, L.1225-46 du code du travail. Ces éléments sont retransmis à l'établissement d'enseignement par l'organisme d'accueil dans les meilleurs délais. La maladie, maternité, paternité, adoption peuvent être gratifiés sans qu'il y ait d'obligation à ce sujet. En cas de gratification, ces situations donnent lieu à cotisation sociale.

Article 8 : interruption de la période

Le chef d'établissement d'enseignement peut mettre fin au stage à tout moment dès lors que l'entreprise ou l'organisme d'accueil ne satisfait plus :

- aux conditions de santé sécurité au travail et de moralité indispensables au bon déroulement du stage ;
- aux conditions d'encadrement par une personne compétente, notamment durant l'exécution des travaux susceptibles de dérogation.

Le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil peut décider, après en avoir informé le chef de l'établissement d'enseignement, de mettre fin de manière anticipée à la période de formation en milieu professionnel, en cas de manquement grave à la discipline, au règlement intérieur, d'absences non justifiées de la part du stagiaire. Le stagiaire peut interrompre sa période de formation en milieu professionnel en accord avec le chef d'établissement en cas de non-respect des stipulations de la convention de la part de l'organisme d'accueil.

Article 9 : information mutuelle / Report et validation de la période

Le chef d'établissement d'enseignement et le responsable de l'organisme d'accueil se tiennent mutuellement informés des difficultés qui pourraient naître de l'application de la présente convention et prendront, d'un commun accord, en liaison avec l'enseignant référent de l'équipe pédagogique, les dispositions adéquates pour y mettre un terme. En cas d'interruption de la période de formation en milieu professionnel pour les motifs indiqués à l'article 7 et en accord entre les parties à la convention, un report de la période de formation en milieu professionnel, en tout ou partie, est possible par avenant à la présente convention, afin de permettre la réalisation de la durée totale de la période telle que prévue initialement. En cas d'interruption de la période de formation en milieu professionnel pour les motifs indiqués à l'article 8, l'autorité académique propose au stagiaire une modalité alternative de validation de sa formation ou valide la période de formation en milieu professionnel, même si celle-ci n'a pas atteint la durée prévue dans le cursus.

Article 10 : travaux interdits susceptibles de dérogation

Avant toute affectation du jeune mineur à des travaux interdits susceptibles de dérogation visés aux articles D 4153-17 à D.4153-35 du code du travail une déclaration de dérogation valable 3 ans pour l'unité de travail concernée aura été effectuée par le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil auprès de l'inspecteur du travail compétent géographiquement pour cette unité. Pour les administrations de l'Etat et leurs établissements publics relevant du droit de la fonction publique, cette déclaration est effectuée auprès de l'inspecteur santé sécurité au travail, pour les collectivités territoriales, par l'assistant ou le conseiller de prévention compétent. Le jeune ne doit se livrer à ces travaux que sous le contrôle permanent de son tuteur. L'annexe 2* de la présente convention, précise la liste des travaux que le jeune sera amené à effectuer et précise les exigences réglementaires à respecter par le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil et les diligences à mettre en œuvre par le chef d'établissement. Si le jeune est mineur, cette annexe doit obligatoirement être signée par le responsable de l'organisme d'accueil ou de l'entreprise et le chef d'établissement. Le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme devra ne faire utiliser que des matériels conformes à la réglementation. D'une manière générale, les règles de sécurité au travail en vigueur et conformes au code du travail s'appliquent à tous, mineurs et majeurs. Une vigilance particulière sera accordée à leur encadrement par le tuteur au cours de la réalisation de ces travaux.

Article 11 : sécurité électrique

L'élève ayant à intervenir, au cours de sa période de formation en milieu professionnel, sur - ou à proximité - des installations et des équipements électriques, doit y être habilité par le chef de l'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil en fonction de la nature des travaux à effectuer, dans ce cas se reporter à l'annexe 2*.

Article 12 : équipements de travail mobiles automoteurs et de levage

En application de l'article R. 4323-55 du code du travail, la conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage, dont les tracteurs agricoles, nécessite une formation adéquate et préalable. Pour les élèves mineurs, dans le cas où ceux-ci seront amenés à utiliser ces équipements, il convient de se reporter à l'annexe 2*.

Article 13 : port de charges

Le port de charges correspondant à plus de 20% du poids des jeunes mineurs âgés de 15 ans au moins n'est pas soumis à déclaration de dérogation mais à avis médical d'aptitude fourni par le chef d'établissement d'enseignement au responsable de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil. (Article R.4153- 52 du code du travail). Le cas échéant, il convient de se reporter à l'annexe 2*.

Article 14 : assurances

- 1 Le responsable de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu'elle sera engagée :
 - 1.a soit en souscrivant une assurance particulière garantissant sa responsabilité civile en cas de faute imputable à l'entreprise ou à l'organisme d'accueil à l'égard du stagiaire ;
 - 1.b soit en ajoutant à son contrat déjà souscrit « responsabilité civile entreprise » ou « responsabilité civile professionnelle » un avenant relatif au stagiaire.
- 2 Le chef de l'établissement d'enseignement contracte une assurance couvrant la responsabilité civile de l'élève pour les dommages qu'il pourrait causer pendant la durée ou à l'occasion de son stage ainsi qu'en dehors de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil ou sur le trajet menant au lieu de stage ou au domicile.
- 3 En cas de stage à l'étranger et outremer, le jeune contracte un contrat d'assistance (rapatriement sanitaire, assistance juridique,...).

Lorsque l'entreprise ou l'organisme d'accueil met à la disposition du stagiaire un véhicule, il lui appartient de vérifier préalablement que la police d'assurance du véhicule couvre son utilisation par un jeune stagiaire. Lorsque dans le cadre de son stage, le jeune utilise son propre véhicule, il en fait la déclaration expresse à l'assureur dudit véhicule et, le cas échéant, s'acquitte de la prime y afférente.

Article 15 : couverture maladie-maternité et accidents du travail de l'élève en stage

L'élève bénéficie de la couverture maladie-maternité en qualité d'ayant droit de ses parents, à défaut, de la couverture maladie universelle. Pour les stages au sein de l'Espace Économique Européen, (EEE), le jeune doit demander la carte européenne d'assurance maladie. Pour les stages hors Union européenne son attention sera appelée sur l'intérêt de contracter une assurance couvrant les frais de soins qui ne seraient pas pris en charge par l'assurance -maladie et par la garantie légale accidents du travail. En application des dispositions des articles L. 751-1 (1°) (métropole), L. 761-14 (1°) (Alsace-Moselle) du code rural et de la pêche maritime, L. 412-8-(2°)-a du code de la sécurité sociale (DOM), les élèves stagiaires de l'enseignement et de la formation professionnelle agricole bénéficient, durant la période de formation en milieu professionnel, de la garantie légale accidents du travail des élèves de l'enseignement et de la formation professionnelle agricole. Cette garantie fait relever l'élève de la caisse du ressort de l'établissement d'enseignement, sauf dans le cas où il bénéficie d'une gratification supérieure à celle visée à l'article 4 de la présente convention. En cas d'accident survenu à l'élève stagiaire soit au cours du travail, soit au cours du trajet, le responsable de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil s'engage à informer le chef d'établissement d'enseignement dans la journée où s'est produit l'accident ou au plus tard dans les 24 heures. En cas d'accident survenu à l'étranger, l'entreprise ou l'organisme d'accueil informe l'établissement d'enseignement par écrit au plus tard dans les 48 heures. La déclaration d'accident du travail doit être faite par le chef d'établissement d'enseignement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la caisse de mutualité sociale agricole, la caisse assurances accidents agricoles pour l'Alsace-Moselle, ou la caisse générale de sécurité sociale pour les départements d'outre-mer dont relève l'établissement, dans les 48 heures, non compris les dimanches et jours fériés, à compter de l'information faite par l'entreprise ou l'organisme d'accueil.

Article 16 : déroulement de la période hors temps scolaire

La présente convention s'applique aux périodes de formation en milieu professionnel, dont le référentiel de formation prévoit expressément qu'ils puissent se dérouler en partie hors temps scolaire et ce, dans la limite de temps qu'il précise. Ces périodes sont antérieures à l'obtention du diplôme. Si le responsable de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil occupe le jeune de sa propre initiative en dehors des périodes prévues par la convention de stage qu'il a signée avec le chef d'établissement d'enseignement, il fait perdre au jeune son statut scolaire avec comme conséquence l'acquisition de la qualité de salarié et l'obligation pour l'entreprise ou l'organisme d'accueil de procéder à la déclaration préalable à l'embauche et de verser un salaire et les cotisations qui en découlent. Pour les jeunes de moins de 16 ans, ces périodes hors temps scolaire ne peuvent excéder la moitié du temps des vacances scolaires concernées.

Article 17 : attestation de stage

A l'issue de la période de formation en milieu professionnel, une attestation de stage est délivrée par l'entreprise ou l'organisme d'accueil au stagiaire. Cette attestation mentionne la durée effective totale du stage et le montant total de la gratification versée au stagiaire, le cas échéant. Un modèle d'attestation vous est proposé en annexe.

Article :18

Pour chaque période de formation en milieu professionnel à l'étranger est annexée à la convention de stage une fiche d'information présentant la réglementation du pays d'accueil sur les droits et devoirs du stagiaire. (Article L.124-20 du code de l'éducation).

Article : 19

Un exemplaire de la présente convention et de ses annexes est remis après signature de l'ensemble des parties, à chacune d'entre elles.

Fait en trois exemplaires à : Le :

Le responsable de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil Nom - Prénom – Signature	Le chef d'établissement Nom - Prénom – Signature BODIN Isabelle	Le stagiaire, ou représentant l'égal Nom - Prénom - Signature
L'enseignant référent (Au titre du suivi pédagogique conformément à l'article D.124-3 du code de l'éducation) Nom - Prénom - Signature	Le tuteur (s'il est distinct du chef d'entreprise) Nom - Prénom - Signature	

ANNEXE 1 : dispositions d'ordre pédagogique

- **Objectifs de la période de formation en milieu professionnel et capacités du référentiel du diplôme concerné à acquérir ou développer :**
 - Caractériser le contexte socioprofessionnel et territorial de service
 - Organiser le travail d'une équipe dans le cadre d'une activité de service

- **Principales tâches et activités confiées au stagiaire correspondant à la fois aux aptitudes du jeune, aux objectifs de la période de formation et à la progression pédagogique du stagiaire :**
 - **PARTICIPER** aux activités pratiques de l'entreprise en fonction de la nature du stage, l'élève peut être présent exceptionnellement le samedi et/ou le dimanche.
 - **RÉALISER** un travail personnel d'observation et de réflexion sur le fonctionnement de la structure de services du milieu rural et son implication sur le territoire, afin d'établir un diagnostic.
 - **DISPOSER** du temps et des moyens matériels pour mettre ses observations et de réaliser un dossier écrit.
Pour les jeunes mineurs de plus de 15 ans affectés ou potentiellement affectés à des travaux interdits aux mineurs susceptibles de dérogation, se référer à l'annexe 2.

- **Place de la (des) période(s) de formation en milieu professionnel dans l'évaluation et modalités de l'évaluation de la période :**
 - les renseignements nécessaires seront fournis au stagiaire pour qu'il puisse réaliser un dossier de stage dans les meilleures conditions.
 - le responsable de l'entreprise remplira une fiche d'appréciation de stage où sont mentionnés le comportement et les travaux effectués. Cette fiche est intégrée au cahier de suivi de l'élève sera remise à la M.F.R.

- **Modalités de concertation et de suivi pédagogique de l'élève par l'enseignant référent et le tuteur durant la période :**
 - Carnet de Liaison
 - Contact Téléphonique

Temps accordé au stagiaire pour rédiger son rapport : 4 heures hebdomadaires

Dans ce cadre, l'enseignant référent peut proposer au tuteur l'ajustement des tâches et activités pouvant être accomplies par le stagiaire. Cet ajustement peut également être sollicité par le tuteur.

<p>Le responsable de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil Nom - Prénom – Signature</p>	<p>Le chef d'établissement Nom - Prénom – Signature</p> <p>BODIN Isabelle</p>	<p>Le stagiaire, ou représentant légal Nom - Prénom - Signature</p>
<p>L'enseignant référent (Au titre du suivi pédagogique conformément à l'article D.124-3 du code de l'éducation) Nom - Prénom - Signature</p>	<p>Le tuteur (s'il est distinct du chef d'entreprise) Nom - Prénom - Signature</p>	

ANNEXE 2 : DISPOSITIONS D'ORDRE FINANCIER

Conditions d'hébergement / de restauration / de transport / d'accès aux activités sociales et culturelles

Conditions	Oui	Non	Frais à la charge	Observations
			Du stagiaire	De l'entreprise
Hébergement				
Restauration <i>Le repas est offert par l'entreprise d'accueil en stage Le stagiaire aura accès au restaurant d'entreprise et aux titres restaurants (uniquement si les salariés de l'organisme d'accueil en bénéficient)</i>				
Transport <i>Le stagiaire aura accès à la prise en charge des frais de transport prévus à l'article L. 3261-2 du code du travail, ou en cas de période de formation en milieu professionnel dans un organisme de droit public, à leur prise en charge dans les conditions posées par le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 (uniquement si les salariés de l'organisme d'accueil en bénéficient)</i>				
Accès aux activités sociales et culturelles <i>Le stagiaire aura accès aux activités sociales et culturelles de l'organisme d'accueil (uniquement si les salariés de l'organisme d'accueil en bénéficient)</i>				

Conditions d'assurances

	Nom de l'assureur	N° du contrat
Pour l'établissement d'enseignement : <i>Références de l'assurance prise par le chef d'établissement d'enseignement, couvrant la responsabilité civile du stagiaire en cas de dommages causés à l'entreprise d'accueil durant les travaux effectués sur les lieux de la formation dirigée par l'entreprise et les trajets menant à ces lieux</i>	SMACL NIORT	239423 S
Pour l'entreprise ou l'organisme d'accueil : <i>Références de l'assurance prise par le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil, couvrant la responsabilité civile de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil en cas de dommages causés par l'entreprise ou par l'organisme d'accueil au stagiaire durant la période de formation en milieu professionnel</i>		
Pour le stagiaire : <i>En cas de stage à l'étranger et outre-mer, références du contrat d'assistance (rapatriement sanitaire, assistance) pris par ou pour le compte du stagiaire</i>		

Gratification du stagiaire

OUI NON

En référence au décret n° 2014-1420 du 27 novembre 2014, désormais codifiées dans le code rural à l'article D813-55-1 « **Les périodes de formation en milieu professionnel, réalisées dans le cadre des formations du second cycle secondaire mentionnées au livre VIII et qui sont dispensées par les établissements d'enseignement mentionnés à l'article L. 813-9, donnent lieu à gratification lorsque leur durée est supérieure à trois mois, consécutifs ou non, au cours de la même année d'enseignement.** ». Une gratification est due au stagiaire au titre de la présente convention portant sur plus de 3 mois de stage pour le rythme approprié (66 jours), en continu ou discontinu à partir de la 463^{ème} heure de stage.

La gratification s'entend, sans préjudice du remboursement des frais engagés par le stagiaire pour effectuer sa période de formation en milieu professionnel et des avantages offerts le cas échéant pour la restauration l'hébergement et le transport.

En cas de suspension ou de résiliation de la convention, le montant de la gratification due au stagiaire est proratisée en fonction de la durée de la période de formation en milieu professionnel effectuée.

La durée donnant droit à gratification s'apprécie compte tenu de la présente convention et de ses avenants éventuels ainsi que du nombre de jours de présence effective du stagiaire dans l'organisme d'accueil.

La durée de la (ou des) période(s) de formation en milieu professionnel prévue aux articles L. 124-5 et L. 124-6 du code de l'éducation est calculée en fonction du temps de présence effective du stagiaire dans l'organisme d'accueil.

- Chaque période au moins égale à sept heures de présence, consécutives ou non, est considérée comme équivalente à un jour.
- Chaque période au moins égale à vingt-deux jours de présence, consécutifs ou non, est considérée comme équivalente à un mois.

Montant minimal de la gratification obligatoire des stagiaires

- Date de signature de la convention de stage : à partir du 1^{er} juin 2020,
- L'indemnité ne peut pas être inférieure à : 15% du plafond de la Sécurité sociale,
- Exonération de charges sociales : dans la limite de 15% du plafond de la Sécurité sociale

Le montant de la gratification est fixé à : 3,90 €/heure

La durée totale de la période de formation en milieu professionnel est de :

La gratification totale en cas de complétude de la période de formation en milieu professionnel est de :

Les modalités de versement en sont les suivantes:

Conditions de protection sociale du stagiaire

En cas d'accident du travail, l'élève bénéficie de la couverture accidents du travail de la part de la caisse qui gère la prestation pour le compte de son établissement d'enseignement à savoir la **Mutualité Sociale Agricole**.

La couverture accidents du travail du stagiaire relèvera de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil si la gratification versée excède 15% du plafond horaire de la sécurité sociale.

Calcul des cotisations sociales

La gratification est exonérée de cotisations sociales si, conformément à l'article D. 242-2-1 du code de la sécurité sociale, son montant ne dépasse pas le seuil équivalent au produit de 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale multiplié par le nombre d'heures de stage effectuées au cours du mois considéré.

Dans le cas contraire, les cotisations sociales sont alors calculées sur le différentiel entre le montant de la gratification et 15% du plafond horaire de la sécurité sociale.

Le responsable de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil Nom - Prénom – Signature	Le chef d'établissement Nom - Prénom – Signature BODIN Isabelle	Le stagiaire, ou représentant légal Nom - Prénom - Signature
L'enseignant référent (Au titre du suivi pédagogique conformément à l'article D.124-3 du code de l'éducation) Nom - Prénom - Signature	Le tuteur (s'il est distinct du chef d'entreprise) Nom - Prénom - Signature	